Étude critique de documents sur la forêt française

➤ En analysant les documents, en les confrontant et en vous appuyant sur vos connaissances, vous analyserez les politiques d'exploitation et de protection de la forêt française.

Présentation,
contextualisation

Il faut partir des
documents

Ces deux documents évoquent le dilemme de la politique forestière en France au début du XXI^e siècle, dans le contexte de la mondialisation économique et du réchauffement climatique. Le premier est un discours de Nicolas Sarkozy, chef de l'État de 2007 à 2012. Il dresse le constat d'une gestion décevante de la forêt française et insiste sur la nécessité d'une politique économique efficace. Le paradoxe français est en effet d'avoir une forêt très étendue et en expansion, en même temps qu'un déficit d'exploitation. Si le premier document met en avant les préoccupations économiques, donc l'exploitation de la forêt, le second est nettement orienté vers la préservation. Il s'agit en effet d'une pancarte de l'ONF, agence fondée en 1966. Elle signale une réserve biologique intégrale interdite d'accès. Proche de Paris et traversée par l'autoroute, la forêt domaniale de Fontainebleau connaît une fréquentation importante. Elle a fait l'objet en 1953 de la première mesure de protection d'une parcelle forestière avec la « série artistique ». Elle est donc emblématique des politiques de protection. Les deux documents montrent que l'État est un acteur essentiel de la politique forestière en France, bien que la forêt soit privée à 70%. Comment l'État peut-il tenter de concilier exploitation et protection de la forêt ? Nous insisterons d'abord sur la permanence de politiques forestières visant à une gestion efficace de la ressource (1^{re} partie), avant de prendre en compte les enjeux de préservation aux échelles nationale et planétaire (2^e partie).

Problématique, en
partant des termes du
sujet

Plan, permettant une
analyse croisée, com-
parée, des documents

I. L'État soucieux d'une gestion efficace de la ressource forestière.

Un plan en deux
parties est souvent
possible. Chaque
partie s'appuie sur
une idée principale,
chaque paragraphe
sur une idée second-
aire. On a intérêt
à faire commencer
chaque paragraphe
par une phrase-titre,
qui énonce ce que l'on
va démontrer à partir
des documents.

- a) Le discours de Nicolas Sarkozy insiste nettement sur les priorités économiques. Il met en avant la filière bois (l. 3, 5) et la « sous-exploitation » de la ressource (l. 14, 16) ainsi que la part qu'elles occupent dans le déficit du commerce extérieur français (l. 18-22 ; l. 41-42). L'accent est ainsi mis sur l'efficacité de la gestion (l. 49) pour actualiser le « potentiel » (l. 25, 27) « inexploité » (l. 46) de la forêt française. Ce discours volontariste est donc une exhortation à « la mobilisation d'une ressource » (l. 39) et sur le caractère « stratégique » (l. 44) de la filière. Ce qualificatif peut surprendre, mais il se justifie si l'on considère le gisement de croissance et d'emplois supplémentaires (l. 11) que représenterait une exploitation rentable de la forêt française. Le bois peut aussi servir à la production d'énergie et tout ce qui contribue à réduire le déficit commercial apparaît *a priori* souhaitable.
- b) Dans cette perspective, le rôle de l'État est central. Nicolas Sarkozy rappelle que la forêt est un domaine d'intérêt public, qui relève de la compétence du chef de l'État. Il s'inscrit ainsi dans la continuité des politiques forestières depuis le Moyen Âge (Philippe Auguste, Philippe Le Bel, Charles V), jusqu'à la Grande réformation et à l'ordonnance de Colbert (1669). La forêt a toujours été perçue comme un enjeu important, économique, mais aussi de puissance – Colbert pensait à la marine –, avec le souci de concilier exploitation et préservation. Bien qu'il soit issu de la droite libérale, Nicolas Sarkozy fait preuve de pragmatisme : il ne remet nullement en question le rôle de l'État, nécessaire pour améliorer la gestion de la forêt privée. Celle-ci représente 70% de la forêt française. Or elle est morcelée (l.58 : « 3,5 millions de propriétaires » !) et souvent à l'abandon, donc très mal gérée. C'est le fond du problème. En l'occurrence, Nicolas Sarkozy se montre donc dirigiste, dans la continuité de Colbert. Mais il est plus modéré que le ministre de Louis XIV. Il se contente en effet d'incitations fiscales, n'envisage pas des mesures plus radicales comme des expropriations qui déplairaient à son électorat.
- c) Le rôle de l'État dans la gestion économique de la forêt se retrouve dans les politiques de préservation. Le second document montre la place qu'y tient l'ONF, un établissement créé dans les premières années de la V^e République. La multiplication des réserves biologiques intégrales prolonge la politique amorcée dans les années 1950, après les années de pillage de l'Occupation et les

Remarque critique

Remarque critique

Ne pas négliger le document 2 : il faut faire parler les images.

incendies qui en avaient résulté. La forêt de Fontainebleau a joué un rôle pionnier dans la mise en œuvre de ces politiques, qui sont intensifiées après la prise de conscience de la crise environnementale. La pancarte indique que mesure de protection intégrale est une décision gouvernementale, prise « sur arrêté ministériel ». La légende en anglais nous rappelle la fréquentation touristique de cette forêt proche de Paris et le contexte de la mondialisation.

Transition simple : ➤ Aux enjeux économiques, s'ajoutent des enjeux environnementaux à plusieurs échelles.

II. Des enjeux de préservation aux échelles nationale et planétaire.

On s'appuie sur les docs. On indique les lignes. On s'interdit les citations longues, car ce serait de la paraphrase (répéter le texte sans l'expliquer).

Le sujet permet de réinvestir la notion d'anthropocène (comme plus tard celle de multilatéralisme). Mais parler du néolithique serait hors-sujet !

On repère les changements d'échelle : le doc. 1 permet de mobiliser les connaissances sur la diplomatie environnementale, du sommet de Rio à la COP 15. On peut insister sur le multilatéralisme, nécessairement associé à cette forme de diplomatie.

L'allusion à la COP 15 permet une remarque critique, puisque nous savons que ce fut un échec.

- a) **À l'échelle nationale**, la forêt joue un rôle important, puisque le taux de boisement métropolitain est de 30% selon le document 1 ; il est en expansion. Il atteint en effet 31% dans les années 2020. La forêt constitue aussi un enjeu de biodiversité (l. 50), qui est aussi l'une des raisons pour lesquelles les réserves biologiques ont été constituées. Plus généralement, le discours évoque une « mise en valeur durable » (l. 58). **L'apparition des réserves biologiques intégrales (RBI) à partir de 1998 coïncide avec l'émergence de la notion d'anthropocène. L'humanité prend conscience de l'impact global de ses activités depuis la révolution industrielle et tente de renforcer les mesures de protection.** Deux constats sont possibles : le nombre de RBI a presque doublé entre 2007 et 2025, mais il concerne **des espaces assez limités (moins de 5% de la forêt de Fontainebleau)**. La protection intégrale reste **l'exception**. Outre l'exploitation forestière, les usages récréatifs et sportifs de la forêt (escalade, golf, patrimoine et tourisme avec la série artistique) ont aussi leur importance. Ils participent aussi de la valorisation du milieu forestier.
- b) **À l'échelle planétaire**, la forêt représente un enjeu écologique et diplomatique. Nicolas Sarkozy évoque « les équilibres de la planète » (l. 82), le réchauffement climatique et la montée des eaux. Il renvoie aux grands rendez-vous internationaux qui avaient commencé avec **le sommet de la Terre à Rio en 1992**, puis la conférence de Kyoto en 1997, sur les émissions de gaz à effet de serre. Le président Sarkozy cite deux fois l'Europe (l. 10, l. 77); il insiste sur **les États-Unis (l. 73-78)**, qui s'étaient tenus à l'écart de la diplomatie environnementale sous la présidence du républicain George W. Bush, climatosceptique et unilatéraliste, mais qui venaient de revenir à une politique d'engagement dans la lutte contre le réchauffement climatique avec le démocrate Barack Obama, élu en 2008. Nicolas Sarkozy évoque enfin **les pays émergents**, les BRICS (l. 81-82), dont le poids croissant rendait la coopération d'autant plus indispensable.
- c) **Le multilatéralisme est en effet une méthode nécessaire pour traiter de l'environnement à l'échelle mondiale**, comme l'a dit l'ancien ministre français des Affaires étrangères Hubert Védrine. Le cadre en est **l'ONU (l. 84)** mais aussi les conférences des parties (**COP**). On voit ici que l'on attendait beaucoup de celle de **Copenhague**, en décembre 2009 (l. 85). **Ce fut un échec, puisque les BRICS refusèrent de sacrifier leur croissance pour combattre un réchauffement surtout imputable, selon eux, aux pays industrialisés du nord.** La forêt française, qui inclut aussi avec la Guyane française une partie de la forêt amazonienne, tient une place non-négligeable à l'échelle planétaire. Malgré un déclin relatif de sa puissance économique, **la France, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et présente dans le monde entier via ses territoires ultramarins**, a tout intérêt à jouer la carte de l'exemplarité environnementale, afin d'être « au rendez-vous de l'histoire » (l. 86-87).

Faire court : on répond à la problématique et, si possible, on ouvre le sujet par une mise en perspective.

Conclusion : Ces documents montrent la permanence du rôle de l'État dans la politique forestière dans le temps long. Pourtant, les difficultés évoquées en 2009 restent d'actualité, ce qui indiquerait que, contrairement à celles de Colbert au XVII^e siècle, les réformes annoncées n'ont pas eu l'effet escompté.